NEW YORK — 11 SEPTEMBRE 2001

Alain de Benoist

La droite et la gauche ont réagi aux événements du 11 septembre 2001 selon leurs idiosyncrasies habituelles : la première en exigeant de nouvelles mesures de sécurité et en multipliant les spéculations fantasmatiques sur le « péril islamique », la seconde en critiquant, souvent à bon escient, les erreurs de la politique américaine, mais en négligeant de s'interroger sur la nature du néoterrorisme global, ce qui a pu donner l'impression qu'elle justifiait implicitement les attentats ou qu'elle condamnait les victimes. Aucune de ces deux démarches n'est propre à prendre la pleine mesure de ce qui s'est passé.

1

On avait déjà vu New York détruite dix fois dans des films-catastrophes produits à Hollywood. Le 11 septembre, ce n'était pas du cinéma, et pourtant cela y ressemblait : preuve que le réel imite désormais le virtuel, ou que le simulacre anticipe la réalité. Le passage en boucle, sur toutes les télévisions du monde, des tours du World Trade Center (WTC) en train de s'écrouler court-circuitait en effet tout un système de représentation à base d'effets spéciaux. Il en constituait en même temps l'apogée. Le spectacle du terrorisme prenait le relais du terrorisme du spectacle.

Quelles qu'aient pu être les circonstances exactes de leur préparation et de leur déroulement (car nombreuses sont les zones d'ombre qui demeurent), les attentats de New York et de Washington sont un événement de première ampleur — un « événement pur » (Jean Baudrillard) —, non en raison du nombre de morts qu'ils ont causées (dans l'histoire, il y a eu pire), mais en raison du contexte et de la cible. Jamais depuis 1812 les Etats-Unis n'avaient eu à subir une attaque sur leur territoire national. L'objectif des terroristes, qui n'avaient pas plus le souci de leur propre vie que de celle des autres, était avant tout un objectif symbolique : humilier l'Amérique en lui montrant que son territoire n'était plus à l'abri, et en frappant de façon spectaculaire les emblèmes les plus représentatifs de sa puissance. Cet objectif a de toute évidence été atteint. Les conséquences s'exerceront sur le long terme. Le 11 septembre marque la fin de la période de transition ouverte par la chute du Mur de Berlin, et l'entrée de plein pied dans la postmodernité. L'Amérique est entrée dans le XXIe siècle le 11 septembre 2001.

Il n'y a bien entendu nul besoin de se « sentir américain » pour condamner ces attentats. Ce n'est pas seulement affaire de « morale » ou de compassion envers les victimes. Quelque opinion que l'on ait des Etats-Unis, quels que soient les sentiments que l'on ait pu éprouver à la vue de l'effondrement des tours — horreur ou secrète jubilation —, il y a au moins trois

bonnes raisons politiques de considérer cet acte terroriste comme inacceptable. Le fanatisme politique ou religieux est inacceptable. La guerre conçue comme un moyen, non pas seulement de battre un adversaire, mais d'exterminer un ennemi identifié à une figure du Mal est inacceptable. Le massacre de milliers de non-belligérants au seul motif de leur nationalité ou à seule fin de terroriser une population tout entière est inacceptable. Personne ne « mérite » de mourir dans pareilles conditions. Aucune cause ne justifie qu'on la serve sans souci des proportions entre les fins et les moyens.

2

Les Etats-Unis ont connu le 11 septembre une véritable tragédie humaine. Cette tragédie humaine est indissociable d'un contexte politique, qui seul permet de l'expliquer. La première question qu'il faut se poser n'est donc pas « comment cela est-il arrivé ? », mais « pourquoi cela est-il arrivé ? ». Les réponses données par le président George W. Bush — qui, contrairement au maire de New York, Rudolph Giulani, ne s'est pas montré particulièrement brillant au lendemain des attentats — ont été à la mesure du personnage.

Traiter de « lâches » (« *cowards* ») des hommes prêts à sacrifier leur vie pour la cause qu'ils croient être juste, était déjà plus qu'inapproprié. Les terroristes sont des criminels, certainement pas des lâches. (Il y a moins de « lâcheté » à écraser volontairement l'avion que l'on pilote qu'à lâcher du haut du ciel des bombes sur des civils). Affirmer que les Etats-Unis ont été frappés parce qu'ils sont le pays de la liberté et de la démocratie (« *Americans are asking : Why do they hate us ? They hate us because these criminals and insane people hate our western values of freedom and democracy* »), n'était pas moins ridicule. Croit-on sérieusement que des terroristes se sont dit un jour : « Les Américains sont vraiment trop libres, on va les punir » ? Les terroristes n'ont pas frappé la Statue de la Liberté, mais les symboles de la puissance américaine. Quant à l'incroyable ultimatum lancé par le président américain au reste du monde d'avoir à se solidariser de sa « croisade » sous peine de prendre le risque de sa propre destruction (« *Join us in our crusade or face the certain prospect of death and destruction* »), il était tout simplement insupportable. « Qui n'est pas avec moi est contre moi » (« *If you are not with us, you are against us* ») est un slogan totalitaire, et de surcroît absurde. Des centaines de millions d'hommes et de femmes dans le monde n'ont aucune sympathie pour George W. Bush, sans pour autant approuver Ben Laden. Des personnalités aussi différentes que le pape Jean-Paul II, le Dalaï Lama ou le Premier ministre espagnol José Maria Aznar, qui ont condamné ou refusé de s'associer aux représailles décidées par Bush, ne sont certainement pas des sympathisants du terrorisme islamique.

Le plus grave est que George W. Bush a immédiatement choisi de présenter la guerre contre le terrorisme comme une « lutte du Bien et du Mal » (« *Good and Evil rarely manifest themselves as clearly* »). Il ne s'est pas rendu compte qu'il tenait en la circonstance le même langage que Ben Laden. Quand le président américain appelle à la « croisade », le chef terroriste appelle à la « Djihad ». L'un présente l'Occident comme l'incarnation de Satan et s'écrie : « *Allah ouakbar* », l'autre dénonce le terrorisme comme le Diable en répétant :

« *God bless America* » . Comme il s'agit en principe du même Dieu, ce serait risible si ce n'était aussi tragique. Avec de telles invocations, où le discours du Bien et la réalité du Mal se renforcent mutuellement, on sort clairement du champ du politique pour tomber dans la plus *impolitique* des guerres religieuses. On retourne plus exactement à la pire des guerres, la « juste guerre » où l'ennemi, étant placé hors humanité, peut et doit être anéanti par n'importe quel moyen.

3

« Je ne comprends pas que des gens puissent nous détester [...] Je suis comme la plupart des Américains, je ne peux pas le croire, car je sais combien nous sommes bons », déclarait George W. Bush le 11 octobre lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche. Le sincère étonnement des Américains devant la détestation (voire simplement les critiques) dont ils peuvent faire l'objet révèle chez eux une extraordinaire capacité d'*innocence*. Beaucoup d'entre eux ne connaissent à peu près rien du monde extérieur (la plupart, il y a encore un an, auraient volontiers cru que l'Afghanistan était une île du Pacifique). Ils pensent spontanément que leur mode de vie est le meilleur qu'on puisse imaginer, voire le seul possible, et que ceux qui pensent autrement sont des ignorants, des pervers ou des fous. L'idée qu'on puisse reprocher aux Etats-Unis, non pas d'être le « pays de la liberté et de la démocratie », mais d'avoir au contraire constamment soutenu des dictatures (Noriega, Marcos, Pinochet, Mobutu, Suharto, etc.) et de n'offrir eux-mêmes qu'une caricature de démocratie, leur est proprement incompréhensible. C'est pourquoi ils ont le plus grand mal à établir un lien entre les événements du 11 septembre et la politique internationale menée depuis des décennies par leurs dirigeants successifs.

Depuis l'effondrement du système soviétique, les Etats-Unis sont devenus la seule grande puissance mondiale, rôle qui n'est déjà pas facile à assumer : les superpuissances n'ont jamais eu la faveur des peuples. Ils ont en outre délibérément choisi de jouer le rôle d'un gendarme planétaire (« Globocop »). Ils ont ainsi pris l'habitude de considérer qu'ils avaient un droit naturel à déployer leurs troupes et à faire la guerre dans n'importe quelle région du monde pour y défendre leurs « intérêts légitimes ». Pour de bonnes ou de mauvaises raisons — ce n'est pas ici le lieu d'en juger —, ils ont successivement bombardé la Somalie, le Nicaragua, Haïti, le Salvador, la République dominicaine, le Panama, la Libye, le Soudan, l'Afganistan, l'Irak, la Yougoslavie. La rhétorique des « droits de l'homme » accompagnait la plupart de ces interventions, qui n'en ont pas moins causé la mort de nombreux « civils innocents ».

On estime à 5 % la part de la population civile irakienne ayant trouvé la mort depuis la guerre du Golfe, soit sous les bombardements « occidentaux », soit en raison du blocus imposé à l'initiative des Etats-Unis. Transposé à l'échelle de la population américaine, ce chiffre représente quatorze millions de personnes. Dans un débat public mené par Lesley Stahl (« 60 minutes », 12 mai 1996), l'ancien secrétaire d'Etat Madeleine Albright s'était vu interroger sur la nécessité qu'il y avait eu de faire ainsi périr 500 000 enfants irakiens (« *We*

have heard that half a million children have died in Iraq. I mean that's more children than died in Hiroshima. Is the price worth ? »). Elle avait répondu que, du point de vue américain, « ça en valait la peine » (« *We think the price is worth it* »).

Les Etats-Unis se sont par ailleurs imposés depuis des décennies comme les alliés quasi inconditionnels de l'Etat d'Israël, dont la présence au Proche-Orient est clairement perçue dans tout le monde arabo-musulman comme un phénomène néocolonial et comme une monstrueuse injustice commise au détriment du peuple palestinien. L'Etat hébreu reçoit aujourd'hui de Washington cinq milliards de dollars d'aide économique et militaire par an. Il a reçu plus de 85 milliards de dollars depuis 1949. De tels chiffres sont sans précédent.

Peut-on vraiment s'étonner, dans ces conditions, qu'un certain nombre de musulmans (ou de non-musulmans) ne soient pas insensibles aux arguments des partisans de Ben Laden et basculent à l'occasion dans le terrorisme sous l'influence des fanatiques religieux ? Que l'image qu'ils se font des Etats-Unis soit fondée ou qu'elle ne corresponde qu'à une partie de la réalité est en l'occurrence sans importance. La politique étrangère américaine a produit dans le monde assez de malheurs et de misères, assez d'amertume, de colère et de ressentiment pour être facilement exploitée par l'islamisme radical. Comme le communisme hier, celui se nourrit d'aspirations légitimes qu'il instrumentalise à ses fins propres. C'est en ce sens que les attentats de New York et de Washington peuvent être considérés comme un « choc en retour » (*blowback*). Dire cela, ce n'est pas donner des excuses au terrorisme, mais seulement chercher à en identifier les causes. Comprendre n'est pas légitimer, et encore moins approuver. Renoncer à expliquer le terrorisme revient à le rendre incompréhensible, et ne relevant plus que d'attitudes émotionnelles et de pures condamnations morales.

4

Par rapport aux formes de belligérance antérieures, la Deuxième Guerre mondiale avait introduit au moins deux ruptures essentielles. La première a consisté dans l'effacement de la distinction entre civils et militaires, combattants et non-combattants. L'apparition de l'aviation avait déjà fait disparaître la notion de « front » : l'avion va où il veut et ne se laisse plus arrêter par la ligne de contact entre les armées. Avec le bombardement en haute altitude, le *feu* remplace le *choc*. Tout ce qui est susceptible d'une frappe est désormais à la portée des avions. Parallèlement, les cibles ont cessé d'être exclusivement militaires : les infrastructures civiles ont aussi une valeur stratégique. Le caractère éminemment idéologique de la dernière guerre a par ailleurs eu comme conséquence de faire disparaître ce qui avait encore pu être conservé jusqu'à l'aube du XXe siècle : l'idée que la lutte armée puisse rester compatible avec le respect (sinon avec l'estime) de l'ennemi. L'idée s'est ainsi progressivement imposée selon laquelle il était désormais légitime, pour défendre la bonne cause, de s'en prendre aux populations civiles. Les villes allemandes furent transformées en « tapis de bombes (incendiaires) », et l'attaque de Pearl Harbor, en décembre 1941 (2 400 morts), fut soldée au

centuple par des bombes atomiques jetées sur les populations civiles du Japon. S'y ajoutèrent, en dehors des pays de l'Axe, les « dommages collatéraux » dus à l'imprécision des frappes : dans la seule France occupée, 67 000 civils périrent sous les bombes anglaises et américaines.

En plus des bombardements de terreur, il y eut aussi des projets de guerre bactériologique. L'Angleterre, à partir de 1942, fabriqua cinq millions de rations alimentaires infectées à l'anthrax. Ces rations devaient être parachutées sur l'Allemagne en 1944 afin de contaminer, d'abord le bétail, puis la population allemande. L'opération fut abandonnée en raison du débarquement de juin 1944. L'île de Gruinard, où les produits infectés avaient été testés, ne put être décontaminée qu'en 1990.

La seconde rupture (qui rejoint la première) fut l'apparition, dans toute l'Europe occupée, de mouvements de résistance que les autorités du moment dénoncèrent régulièrement comme « terroristes ». La guerre étrangère se doubla du même coup d'une guerre civile. Inaugurée à l'époque de l'occupation napoléonienne de la Prusse et de l'Espagne, la figure du partisan, c'est-à-dire du combattant irrégulier, ne portant pas d'uniforme, acquit alors ses lettres de noblesse. Après 1945, notamment à l'époque des luttes anticoloniales, d'innombrables minorités armées, mouvements de « libération » ou guérillas, se présentèrent à leur tour comme des organisations de résistance face à des appareils étatiques qui les qualifiaient de groupements « subversifs » et terroristes. Les groupes sionistes en Palestine, l'ANC de Nelson Mandela en Afrique du Sud, le FLN en Algérie, pour ne citer qu'eux, eurent à des degrés divers recours au terrorisme. Lorsque leurs luttes eurent abouti et qu'ils eurent obtenu une reconnaissance internationale, les moyens qu'ils avaient employés apparurent rétrospectivement comme justifiés. L'idée s'accrédita ainsi qu'en certains cas, le terrorisme pouvait être légitime. Bien entendu, on affirmait aussi que le terrorisme ne saurait se justifier là les revendications politiques et sociales peuvent s'exprimer autrement. Mais les avis ne pouvaient que diverger quant aux critères permettant de séparer le « bon » et le « mauvais » terrorisme. L'appréciation du caractère moral ou immoral du terrorisme était ainsi voué à relever peu à peu de la propagande ou de la simple subjectivité.

5

Le terme de « terrorisme » est resté ambigu. Ceux qui ont recours à la violence armée en Irlande du Nord, en Corse ou au Pays basque sont dénoncés comme des « terroristes » par les gouvernements anglais, français ou espagnol, mais se considèrent eux-mêmes comme des résistants. Les « résistants » des uns sont les « terroristes » des autres. L'usage du terme est instable, et même réversible. Les mêmes Talibans qu'on qualifiait de « combattants de la liberté » (*freedom fighters*) à l'époque de l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge sont instantanément devenus des « terroristes » quand ils ont commencé à utiliser les mêmes méthodes contre leurs anciens alliés. Les militants de l'UCK présentés comme des « résistants » lorsque les forces de l'OTAN bombardaient la Serbie sont devenus des « terroristes » quand ils s'en sont pris à la Macédoine, alliée de l'OTAN et des Etats-Unis. On pourrait multiplier les exemples. Et les choses se compliquent

encore du fait que le terrorisme, traditionnellement présenté comme l'arme des faibles, a aussi été utilisé par les plus forts : dans un passé récent, le terrorisme étatique n'a pas été le moins meurtrier.

Ce terrorisme-là reste cependant très différent de celui que l'on a vu à l'œuvre le 11 septembre. A l'époque moderne, les actes de violence terroriste avaient des objectifs clairement identifiables : mettre fin à une occupation étrangère, lutter contre une dictature, imposer l'indépendance d'une colonie, rendre possible une révolution. Les terroristes agissaient clandestinement, mais ne dissimulaient pas leur identité politique ni leurs buts. Leurs opérations se déroulaient sur un territoire (ou par rapport à un territoire) bien circonscrit. Rien de tel avec les avions qui se sont écrasés sur le Pentagone et le WTC. L'acte n'a fait l'objet d'aucune revendication. Ceux qui l'ont commis n'ont exprimé aucune exigence en matière de pouvoir. Ils n'appartenaient pas à un pays clairement identifiable, et leur champ d'action s'étend a priori à tous les pays. A l'époque postmoderne, qui est celle de la fin des logiques territoriales, la figure du Partisan, à laquelle Carl Schmitt attribuait encore un caractère éminemment « tellurique », se déterritorialise à son tour. Elle devient planétaire. Pour désigner les auteurs des attentats de New York et de Washington, il faut parler de terrorisme global ou d'« hyperterrorisme » global. En raison même de son caractère « spectaculaire », cet hyperterrorisme signe la défaite de l'idéologie de la communication et, par suite, de l'hégémonie de la représentation américaine dans les médias.

6

Oussama Ben Laden, le milliardaire séoudien à la silhouette christique, obsédait les services américains depuis bien avant le 11 septembre. Il a été accusé d'être l'inspirateur des attentats dès les heures qui ont suivi. Bien que les preuves formelles de son implication n'aient pas été portées à la connaissance du grand public, il n'est pas déraisonnable de penser que les terroristes du NYC étaient plus ou moins en contact avec son organisation. Qu'il ait été ou non impliqué reste cependant sans importance. Il faut être naïf pour croire que le terrorisme global dépend d'un homme, d'une organisation ou d'un pays. Sa caractéristique principale est de ne dépendre de rien.

Plusieurs centaines d'organisations terroristes existent aujourd'hui dans le monde. Elles existent sous forme de réseaux. Ces réseaux sont des structures souples, décentralisées, non hiérarchiques, à base souvent clanique ou familiale. Ils fonctionnent de façon telle que leur efficacité ne dépend que très imparfaitement de l'existence de chacune de leurs cellules. La grande erreur consiste à croire que l'élimination de tel ou tel de leurs dirigeants, si riche ou puissant qu'il puisse être, mettrait fin à l'existence des réseaux. Une telle croyance montre seulement combien à quel point on se méprend sur la nature du terrorisme global. Les réseaux sont formés de petits groupes qui mènent des opérations sans commandement central. La mort ou la capture d'un de leurs responsables est sans incidence majeure sur leurs capacités de nuisance ou de survie. Ben Laden exerce ses fonctions de chef dans un système qui n'a pas besoin de chef. L'Amérique a été frappée par un ennemi invisible et qui ne porte pas de noms. Elle a été attaquée par des réseaux.

Le monde est entré dans l'ère des réseaux. Les nouvelles organisations terroristes ne représentent qu'une espèce de réseaux parmi d'autres : réseaux bancaires et financiers, réseaux industriels, réseaux d'information et de communication, réseaux criminels, etc. Les réseaux fonctionnent de manière discontinue, fluide, informelle. Tout y est affaire de flux (monétaires, de symboles, d'images, de programmes), de vitesse, de connections. Les réseaux relient entre eux des individus ou des groupes qui ont des affinités ou des intérêts communs indépendamment de toute base territoriale. La distance qui les sépare, loin de les affaiblir, renforce leur puissance. Dans le monde des réseaux, tout fonctionne en « temps zéro », à la vitesse des signaux électroniques. Tout événement se produit simultanément partout, abolissant à la fois l'espace et le temps. Les mêmes technologies sont utilisées par les marchés financiers aussi bien que par les mafias internationales.

Les réseaux se caractérisent par leur caractère « liquide » ou flottant, gage de leur opacité, et par le fait qu'ils n'ont ni centre ni périphérie, ce qui signifie que chaque point du réseau est lui-même à la fois central et périphérique. Les réseaux créent un nouveau type « fractal » de relations sociales. En établissant un lien immédiat entre des individus vivant à grande distance les uns des autres, ils créent de nouvelles identités supranationales. En ce sens, ils participent de l'irréversible déclin des Etats-nations. Le statut de l'Etat ne peut que changer lorsque, tout comme les activités criminelles, le commerce, la communication, les échanges financiers et commerciaux se déroulent hors de son contrôle. La notion de souveraineté nationale, liée à un territoire déterminé, devient vide de sens. Le passage de la modernité à la postmodernité a correspondu au passage du monde des Etats-nations, des frontières nationales et des territoires relativement clos, au monde des continents, des communautés et des réseaux.

Le mode de propagation des réseaux est un mode de propagation virale. Le virus électronique, transmis par des *hackers*, qui infecte les uns après les autres les réseaux d'ordinateurs, le virus à l'œuvre dans la propagation des maladies dont on parle le plus aujourd'hui (sida, fièvre aphteuse, maladie de la vache folle), les spores de l'anthrax utilisées comme arme bactériologique, l'information qui entraîne la déstabilisation en chaîne des marchés financiers mondiaux, le prêche enflammé qui fait le tour du monde en se transmettant sur Internet, relèvent de ce même modèle paradigmatique.

L'hyperterrorisme est un produit de la globalisation. Il est tout aussi dépourvu de nationalité que les firmes multinationales, les ONG ou les cartels de narcotrafiquants. Il utilise les « zones grises » de la planète, dépourvues de toutes structures politico-juridiques, où personne ne contrôle plus rien. Lorsque les terroristes ont des problèmes dans un pays, ils font comme General Motors, Nike ou Pepsi : ils vont ailleurs. Ainsi se retourne contre lui-même le système occidental du libre-échange et de la libre circulation.

7

C'est à juste titre que les attentats de New York et de Washington ont été

qualifiés d'« acte de guerre ». Mais il s'agit d'une guerre d'un type nouveau. Dans les guerres de type traditionnel, l'objectif principal est généralement d'occuper, de défendre ou de conquérir un terrain. Tel n'est plus le cas, puisqu'il n'y a plus de front. Les guerres classiques mettent aux prises des Etats, ou du moins des entités politiques clairement identifiables. Or, les attentats du 11 septembre n'ont pas été revendiqués. Le parallèle que l'on a fait avec l'attaque de Pearl Harbor est trompeur : toute la question est de savoir qui joue ici le rôle des Japonais. C'est pourquoi, plutôt qu'à Pearl Harbor, il vaudrait mieux comparer les événements du 11 septembre à l'attentat de Sarajevo, qui avait ouvert une ère de belligérance d'un type nouveau. La fin de la guerre froide n'a pas marqué la fin des conflits (et moins encore la « fin de l'histoire »), mais leur métamorphose. La guerre contre le terrorisme oppose des Etats, non à des organisations armées *privées*, comme on le dit parfois, mais à des entités *politiques* non étatiques, des ennemis sans visage et sans nom. C'est une guerre globale, une « guerre des réseaux » (*netwar*), pour reprendre le terme forgé dès 1993 par David Ronfeldt et John Arquilla.

Alors que durant la guerre du Golfe, 90 % des moyens mis en œuvre étaient encore des moyens militaires classiques, dans une telle guerre, les ripostes conventionnelles sont inopérantes et la dissuasion nucléaire ne fonctionne plus. Les attentats ont déjà démontré l'inutilité du projet de bouclier anti-missiles dont les Etats-Unis ont annoncé la mise au point au risque de relancer la course aux armements. Ils ont aussi sonné le glas de l'idéal de la « guerre à zéro mort » qui, grâce à des campagnes massives de bombardement en haute altitude, permettait de réduire au minimum les pertes américaines — avec comme contrepartie, l'idée que l'ennemi était tuable à merci.

Dans les anciennes guerres, on cherchait l'équilibre des forces (ou de la terreur). Désormais, la notion-clé est celle d'asymétrie. Cette asymétrie (et non dissymétrie, qui marque seulement une inégalité d'ordre quantitatif entre les forces en présence) entre les structures lourdes et les logiques fluides se constate dans tous les domaines. Asymétrie des acteurs : d'un côté des Etats, de l'autre des groupes transnationaux. Asymétrie des objectifs : les terroristes savent où frapper, leurs adversaires ne savent pas où répondre. Asymétrie des moyens : le 11 septembre, en l'espace de quelques minutes, les navires de guerre, les bombes atomiques, les F-16 et les missiles de croisière sont devenus obsolètes face à quelques dizaines de fanatiques munis de couteaux et de *cutters*. Opérés avec des moyens dérisoires, les attentats de New York et de Washington ont fait vaciller l'Amérique et causé, directement ou indirectement, des dommages évalués à plus de 60 milliards de dollars. (La même asymétrie se retrouve dans l'Intifada palestinienne : cailloux contre tanks). Mais la principale asymétrie est d'ordre psychologique : un fossé immense sépare des hommes pour qui beaucoup de choses sont pires que la mort et un monde dans lequel la vie individuelle, pur fait d'immanence, est regardée comme un bien que rien ne saurait surpasser. Quand les uns pensent à leur retraite, les autres pensent au paradis. Pour les terroristes, la mort est une récompense. Face à ce désir de mort érigé en arme absolue, l'Occident est nécessairement désarmé.

La guerre contre le terrorisme est la première guerre postmoderne et

« furtive », la première guerre de la globalisation. Elle ne connaît plus de limites, non seulement territoriales, mais aussi dans le choix des moyens. Le fait dominant de la globalisation est qu'elle ne peut être subordonnée, contrôlée ou régulée par un pouvoir qui lui soit supérieur. Elle instaure, pour la première fois dans l'histoire, un monde *sans extérieur*. A l'époque de la globalisation, il n'y a plus de « sanctuaire » ni de pays-refuge. Le monde étant devenu sans extérieur, le champ de bataille se confond avec la planète entière. Les avions détournés le 11 septembre par les terroristes étaient des avions américains (American Airlines et United Airlines) qui effectuaient ce jour-là des vols intérieurs. Leurs pilotes s'étaient entraînés sur le sol même des Etats-Unis, où plusieurs d'entre vivaient depuis plusieurs années. Rien n'illustre mieux l'effacement de la frontière entre l'intérieur et l'extérieur que la confusion grandissante des tâches de la police et de l'armée. Face au terrorisme, les policiers sont de plus en plus contraints d'avoir recours à des moyens militaires, tandis que les interventions armées sont présentées désormais comme des « opérations de police internationales ». Le couple classique ami-ennemi ne fonctionne plus, car on ne sait plus très bien qui est l'ami et qui est l'ennemi, qui est « dedans » et qui est « dehors ». Tel qui paraît être un « ami » peut être aussi bien son contraire. Dans un monde globalisé, à la limite, il n'y a plus de guerres étrangères, mais seulement des guerres civiles.

Après l'effacement de bien d'autres distinctions traditionnelles (entre civils et militaires, le front et l'arrière, etc.), la distinction ultime entre la guerre et la paix disparaît. La « paix chaude » succède à la « guerre froide ». C'est la généralisation de l'état d'exception : l'exception devient la règle, tandis que la violence (étatique ou transnationale, institutionnelle ou sauvage) devient elle-même le *modus vivendi* d'un nombre croissant d'individus et de groupes. Les guerres commencent sans avoir été déclarées. Inversement, quand les armes se sont tues, la paix devient encore un moyen de poursuivre les hostilités (sanctions contre l'Irak, jugement de Milosevic à La Haye). C'est le renversement de la formule de Clausewitz : la politique et la paix prolongent la guerre par d'autres moyens. La guerre globale est tendanciellement interminable. Elle n'est pas déclarée, et ne s'achève jamais.

8

On est nécessairement l'ennemi de qui vous désigne comme son ennemi. L'effondrement de la « forteresse Amérique » montre qu'aucun pays n'est plus à l'abri de l'hyperterrorisme. Tout pays, enfin, a le devoir d'assurer la sécurité de ses ressortissants. C'est la raison pour laquelle il faut combattre le terrorisme global. Mais encore faut-il le faire avec des moyens appropriés.

On pouvait penser que les Etats-Unis auraient tiré la leçon de leurs précédentes opérations de « représailles » — « Eagle Claw » en Iran (1980), « Urgent Fury » à la Grenade (1983), « Just Cause » au Panama (1990), « Restore Hope » en Somalie (1993), sans oublier la destruction d'une usine pharmaceutique au Soudan en 1998 —, lesquelles se sont presque toutes achevées piteusement. Il n'en a rien été. Le président Bush a visiblement voulu réagir de façon spectaculaire afin de satisfaire une opinion publique désireuse d'une vengeance rapide et brutale (selon une enquête du *New York Times*, 60

% des Américains étaient favorables à une guerre « même si des milliers de civils innocents doivent être tués »), et qui voulait en outre qu'on lui désigne clairement un coupable. Le complexe militaro-industriel, de son côté, avait besoin de retrouver un l'ennemi global, assimilable à l'« empire du mal », qui lui était nécessaire pour affirmer sa puissance et continuer à produire des armements en association avec de grandes firmes américaines comme Ford, Motorola ou General Motors. Quand l'ennemi n'a pas de visage, il faut lui donner un — c'est-à-dire le construire. Ce fut Ben Laden et, derrière lui, les Talibans. Il aurait pu être judicieux, au lendemain des attentats, de ne pas nommer Ben Laden et de l'éliminer discrètement. En lui donnant la vedette, fût-ce pour le vouer à la vindicte mondiale, on en a fait un héros, et peut-être un martyr.

Bush a donc choisi la solution de force, d'abord parce qu'elle était exigée par son opinion publique et parce qu'elle apparaissait comme seule capable de renforcer chez les Américains la conviction qu'ils sont les plus fort, donc les meilleurs ; qu'ils peuvent toujours imposer leur point de vue, donc qu'ils ont toujours raison.

Même si l'on pouvait s'attendre à ce que la guerre dure plus longtemps, la victoire militaire américaine n'a pas été une surprise. Ecraser par des missiles guidés et des bombardements massifs un pays qui ne possède ni armée, ni aviation, ni défense anti-aérienne, ni infrastructures civiles et militaires d'importance, n'est pas un exploit très remarquable. La guerre a surtout permis de tester en grandeur réelle quelques nouveaux matériels sophistiqués, et démontré une fois de plus la suprématie militaire absolue détenue aujourd'hui par les Etats-Unis. Suprématie dont ne saurait non plus s'étonner, puisqu'avec un budget de la Défense porté à 366 milliards de dollars en 2002, ceux-ci dépensent en matière militaire davantage que la Russie, la Chine, la France, l'Allemagne et l'Angleterre réunies.

Mais quel est le bilan ? S'agissant de la « lutte contre le terrorisme », malgré le discours de propagande martelé par les commentateurs de Washington, c'est un échec à peu près complet. Oussama Ben Laden, dont la capture ou la mort paraissait chaque jour un peu plus certaine, s'est évaporé. Le mollah Omar a disparu. Les principaux chefs d'al-Qaidah restent introuvables. Et pas un seul homme dont on puisse dire avec certitude qu'il a participé à la préparation ou à la réalisation des attentats du 11 septembre n'a officiellement été capturé ou tué. La presse occidentale avait décrit, avec un extraordinaire luxe de détails, le « refuge souterrain » de Ben Laden, une forteresse aménagée dans la montagne, dotée des technologies les plus sophistiquées et qui évoquait à la fois les films de James Bond, le bunker de Hitler et la caverne d'Ali Baba. Après la prise de Tora Bora, la télévision n'a pu présenter que des grottes obscures et des trous à rats.

La guerre contre l'Afghanistan n'a pas non plus « rétabli la démocratie », mot qui dans cette région du monde n'a strictement aucun sens. Une faction islamique en a seulement remplacé une autre. Les combattants de l'Alliance du Nord, qui avaient déjà massacré 50 000 personnes à Kaboul entre 1992 et 1996, ont dès leur retour au pouvoir pillé les dépôts de nourriture et rétabli leur monopole sur la culture du pavot et le trafic d'héroïne. Dans les villes,

l'insécurité et la criminalité sont remontées en flèche. A Kaboul comme à Djalalabad, les nouveaux dirigeants ont fait savoir que les exécutions publiques se poursuivront et que la *chariah* continuera d'être appliquée : les télévisions occidentales parties, les femmes ont remis leur *burqah*. Dans le nord du pays, la minorité hazara est à nouveau menacée par l'alliance des Patchounes et des Tadjiks, tandis qu'un peu partout, les « seigneurs de la guerre » ont déjà recommencé à s'affronter entre eux.

Alors même que le nombre des sorties aériennes a été plus faible que durant la guerre du Kosovo (4 700 sorties au total contre 13 000 dans les Balkans), la guerre a fait un nombre de victimes civiles trois à quatre fois plus élevé. Le Dr Marc Herold, professeur d'économie à l'Université du New Hampshire, en évalue le nombre à environ 4000, nettement plus que le nombre des « civils innocents » tués dans les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. A ces morts provoquées par les bombardements s'ajoutent les blessés, les personnes déplacées, les victimes d'exécutions sommaires et de viols. Les raids aériens ont chassé plus d'un million et demi d'Afghans de leurs maisons.

Durant les hostilités, Donald Rumsfeld avait sans aucune ambiguïté appelé à tuer les membres d'al-Qaïda, même lorsqu'ils décidaient de se rendre ou avaient été faits prisonniers. Plus de 400 prisonniers furent ainsi massacrés lors du soulèvement du fort de Qala-e-Jhangi, à Mazar-e-Charif, et sans doute plus encore à Kourndouz et lors de la prise de Tora Bora. D'autres terroristes présumés ont été transférés sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba. Enfermés en cages comme des animaux — spectacle propre à lui seul à assurer de nouvelles recrues au terrorisme —, ils se sont vu dénier le statut de prisonniers de guerre, en violation flagrante des Conventions de Genève. Leur sort reste incertain. Ils devraient être jugés par des tribunaux spéciaux, dans des conditions étrangères aux règles de droit ordinaires. Dans la presse américaine, certains commentateurs ont affirmé que, pour les faire parler, l'usage de la torture serait pleinement justifié.

Le nouvel homme fort du pays, Hamid Karzaï, est l'un des chefs de tribus de la branche méridionale de l'ethnie patchoune. Aux yeux des Américains, il a l'avantage d'avoir été en contact avec les dirigeants de la CIA, notamment William Casey et George Bush, dès l'époque de la lutte contre l'Armée rouge. Il était donc beaucoup plus « sûr » que son rival Abdul Haq, ce chef de l'Alliance du Nord, qu'on jugeait à Washington trop proche des Russes et des Iraniens et que les Talibans ont assassiné au début de la guerre dans des conditions assez mystérieuses. (On a de bonnes raisons de penser que les Américains ne se sont pas exagérément pressés de venir à son aide). Hamid Harzaï a en outre reçu l'essentiel de sa formation aux Etats-Unis où, heureux hasard, il a été l'un des consultants de la société El Segundo, filiale californienne de la firme pétrolière Unocal à l'époque où celle-ci négociait avec les Talibans l'installation d'un oléoduc en Afghanistan.

En décembre 1979, les Russes avaient envahi l'Afghanistan avec l'intention bien arrêtée d'user de tous les moyens pour venir à bout de la résistance. Six ans plus tard, ils repliaient leurs bagages et rentraient chez eux. Chaque fois que les puissances occidentales ont tenté d'intervenir en Afghanistan, celui-ci s'est révélé un bourbier. Cette fois-ci encore, sur place

rien n’est réglé. L’Afghanistan court plus que jamais le risque d’un retour à la guerre civile et aux affrontements endémiques entre fractions rivales. La question est de savoir quels sont les risques de contagion. Le pire scénario demeure celui de troubles politiques qui porteraient les extrémistes islamiques au pouvoir dans un Pakistan devenu puissance nucléaire. Une telle éventualité serait un facteur de déstabilisation majeure dans le sous-continent indien, où le conflit indo-pakistanais a déjà provoqué quatre guerres en cinquante ans (dont celle de 1971, qui a abouti à la création du Bangladesh). Ce n’est sans doute pas un hasard si la guerre en Afghanistan a coïncidé avec un regain de tension au Cachemire et une nouvelle détérioration des relations entre l’Inde et le Pakistan. Pays totalement artificiel créé en 1947, et premier Etat islamique des temps modernes, le Pakistan, qui compte aujourd’hui 140 millions d’habitants, devrait en compter 195 millions d’ici quinze ans. 61 % de sa population a moins de vingt-cinq ans.

9

Mais l’Afghanistan est aussi un pays dont l’importance géopolitique ne peut être sous-estimée. C’est en effet à travers son territoire que doivent passer les oléoducs et gazoducs destinés à transporter vers la mer d’Arabie et l’océan Indien les énormes réserves d’hydrocarbures situées en Asie centrale et dans la région de la mer Caspienne. On estime à 15 milliards de barrils les réserves de pétrole existant actuellement dans les anciennes républiques soviétiques du Kazakhstan, de l’Azerbaïdjan, du Turkménistan et de l’Ouzbékistan. Or, la croissance de l’industrie chinoise augmente les besoins de Pékin en matière de gaz et de pétrole : la Chine est importatrice net de pétrole depuis 1993, et sa consommation énergétique rattrapera bientôt celle des Etats-Unis. Il est dans ces conditions vital pour ces derniers de contrôler les ressources situées entre la Caspienne et le golfe Persique, et de les acheminer vers les côtes du Pakistan en échappant au cartel des producteurs de la zone du Golfe. Un oléoduc russe s’est déjà ouvert en octobre 2001 entre Bakou et le port de Novorossiysk. Ceux qu’envisage de construire la firme américaine Unocal, dont le siège est en Californie, doivent traverser l’Afghanistan sur une longueur de 1200 km pour relier Dauletabad, au Turkménistan, à Multan, au Pakistan (coût estimé : 1,9 milliard de dollars).

Dès l’arrivée des Talibans au pouvoir, la politique de Washington envers le nouveau régime est apparue comme principalement déterminée par les intérêts de l’Unocal. La liaison entre la firme et les Talibans était assurée par l’Américano-Afghan Zalmaï Khalilzad. C’est ce même Khalilzad qui a été nommé récemment envoyé spécial de George W. Bush en Afghanistan, après avoir été le conseiller pour les affaires afghanes de Condoleezza Rice, représentante du Conseil national de sécurité. Participait aussi aux négociations Laïla Helms, nièce par alliance de l’ancien directeur de la CIA Richard Helms et représentante officieuse du régime taliban aux Etats-Unis. En décembre 1997, plusieurs chefs talibans furent invités à son initiative à visiter les installations de l’Unocal à Houston. Ils y furent reçus royalement.

Il est difficile de ne pas considérer cet aspect des choses quand on sait que l’actuel gouvernement américain est largement dominé par d’anciens responsables de l’industrie pétrolière. George W. Bush a lui-même fait ses

débuts à la compagnie pétrolière Arbusto Energy, rebaptisée Bush Exploration Oil en 1982 et qui fusionna ensuite avec une autre société pour prendre le nom de Harken Energy Corporation. Avant d'occuper son poste actuel, le vice-président Dick Cheney était le directeur général de la société Halliburton, qui avait été officiellement chargée de la construction de l'oléoduc afghan. (Cette énorme multinationale, qui emploie plus de 100 000 personnes dans 130 pays, a réalisé en 1999 un chiffre d'affaires de 15 milliards de dollars). La sous-secrétaire Kathleen Cooper travaillait chez Eexon. Condoleeza Rice appartenait au conseil d'administration de la firme Chevron (qui a été jusqu'à donner son nom à l'un de ses supertankers, le « SS Condoleezza Rice »). Le sous-secrétaire au Commerce, Donald Evans, a fait lui aussi toute sa carrière dans l'industrie le pétrole.

L'Afghanistan est par ailleurs le seul pays au monde qui soit voisin de quatre puissances atomiques différentes : l'Inde, le Pakistan, la Chine et la Russie. Il possède des frontières communes avec l'Iran et avec les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale. La guerre a permis aux Etats-Unis d'y effectuer une percée stratégique. L'installation de bases américaines en Afghanistan, ou d'un régime étroitement contrôlé par Washington, peut maintenant permettre aux forces de l'OTAN d'interdire définitivement aux Russes, déjà menacé par les bases existant dans les pays baltes, en Turquie et dans les Balkans, d'accéder aux « mers chaudes » de l'hémisphère sud.

Compte tenu de ces éléments, et au vu des résultats, on est en droit de se demander si la guerre d'Afghanistan avait vraiment comme objectif la « lutte contre le terrorisme » et le démantèlement des réseaux d'al-Qaidah. En 1999, les Talibans, estimant que la présence de Ben Laden sur leur territoire nuisait à leur image sur la scène internationale, avaient proposé aux Américains de le neutraliser ou de l'éliminer. Les Américains n'avaient pas donné suite à cette proposition. Après les attentats du 11 septembre, ils ont encore proposé de le livrer à la condition qu'il soit jugé dans un pays neutre, formule qui n'avait rien d'inacceptable, puisque c'est elle qui a été retenue pour juger les auteurs supposés de l'attentat aérien de Lockerbie. Là encore, cependant, Washington a refusé. L'ancien ministre pakistanais des Affaires étrangères Niaz Naïk a par ailleurs révélé que, dès juillet 2001, des fonctionnaires américains lui avaient parlé d'un plan d'action militaire visant à renverser le régime taliban pour installer à sa place un régime « modéré ». Ben Laden n'aurait donc été qu'un prétexte. Et les attentats de New York et de Washington seraient survenus à point nommé.

La guerre du Golfe a permis aux Américains d'installer des bases militaires permanentes en Arabie séoudite. La guerre contre la Serbie leur a permis de s'installer à demeure en Bosnie, au Kosovo et en Macédoine. Il y a fort à parier qu'après les frappes contre les Talibans, ils vont maintenant s'implanter de façon durable en Asie centrale, en Afghanistan, mais aussi en Géorgie, au Kazakhstan, en Azerbaïdjan, au Turkménistan et en Ouzbékistan, de façon à contrôler le pétrole et le gaz de la région et à faire rentrer les anciennes républiques soviétiques dans leur sphère d'influence, s'assurant ainsi, entre la Chine et la Russie, d'un point d'appui géostratégique de toute première importance. L'« assistance humanitaire » est un bon prétexte pour parvenir à cet objectif. Le discours qui prêche le bien dissimule toujours une

volonté de toute-puissance.

Dans l'immédiat, cependant, l'heure est à la coopération russo-américaine, et c'est une grande ironie de l'histoire que d'avoir vu l'Amérique faire la guerre en Afghanistan pour combattre le terrorisme islamique en collaboration avec la Russie, quand on se souvient que c'est pour affaiblir la puissance russe qu'elle avait armé et financé ce même terrorisme il y a vingt ans. De même qu'ils n'avaient pas hésité à s'associer aux islamistes radicaux contre l'Union soviétique, les Etats-Unis n'ont pas hésité, pour venir à bout des Talibans, à soutenir le général-président putschiste pakistanais Perverz Moucharraf ou le dictateur ouzbek Islam Karimov. Après avoir été le principal soutien des Talibans contre l'Alliance du Nord (et avoir patronné pendant dix ans les terroristes du Cachemire), Moucharraf s'est vu couvrir de cadeaux (6 milliards de dollars d'aide extérieure en l'espace de trois mois) obtenant également la levée des sanctions économiques qui lui avaient été infligées en raison de ses essais nucléaires. On sait pourtant aujourd'hui que le chef des services secrets pakistanais, le général Mahmoud Ahmed, qui se trouvait le 11 septembre à Washington, où il avait rendez-vous avec des membres du département d'Etat et de la CIA, avait aussi fait verser 100 000 dollars sur le compte en banque de Mohammed Atta, l'un des auteurs des attentats de New York, par l'intermédiaire d'un autre terroriste, l'Anglo-Pakistanais Ahmed Oumar Sheik. Le président Moucharraf lui a demandé de remettre sa démission le 8 octobre, le jour même où les Etats-Unis ont commencé à bombarder l'Afghanistan.

Mais en fait, c'est tout le système des relations internationales qui risque de se trouver bouleversé par la promotion de la lutte contre le terrorisme global au rang de priorité. Pour les Etats-Unis, celle-ci implique la formation d'un alliance provisoire avec des pays (Inde, Chine, Russie) qui n'étaient pas jusqu'à présent ses meilleurs alliés. Historiquement, en effet, le Pakistan s'était appuyé sur la Chine et les Etats-Unis, tandis que l'Inde se rapprochait de la Russie et de l'Iran. (C'est avec l'aide de Moscou que Téhéran construit aujourd'hui sa centrale nucléaire de Bouchehr, sur le golfe Persique). Selon certains observateurs, un rapprochement entre les Etats-Unis et l'Iran n'en serait pas moins désormais possible. D'autres agitent le spectre d'une nouvelle alliance russo-américaine, qui permettrait d'anéantir toute velléité d'autonomie stratégique européenne. Une telle alliance en vue de l'instauration ou du maintien d'un ordre international est sans précédent depuis le milieu du XIXe siècle. A plus long terme, toutefois, les Etats-Unis devront continuer à faire face aux ambitions croissantes de la Chine comme de la Russie dans la région. Pour les années qui viennent, leur objectif reste le même : diviser le continent eurasiatique, qui demeure plus que jamais le centre géopolitique et géostratégique du monde, vassaliser l'Europe occidentale et la couper de l'Europe orientale, empêcher la formation d'un axe Paris-Berlin-Moscou, éventuellement prolongé par un axe Moscou-Pékin-Téhéran (ou Moscou-New Delhi-Téhéran), créer un « cordon sanitaire » autour d'une Russie affaiblie, privée de ressources énergétiques, déstabilisée sur ses frontières et ruinée financièrement.

Dans l'immédiat, la situation nouvelle qui s'est créée depuis le 11 septembre va permettre, sous prétexte de lutter contre le terrorisme ou

l'« intégrisme islamique », à la Russie de poursuivre sa guerre coloniale en Tchétchénie, à la sanglante junte militaire algérienne de continuer l'« éradication » de ses opposants, à la Chine d'accélérer sa répression des minorités Ouïghours (7,2 millions de personnes) dans la province musulmane du Xinjiang (ex-Turkestan oriental), région riche en gisements pétroliers, enfin et surtout au gouvernement israélien d'intensifier sa politique d'« assassinats ciblés » de militants palestiniens. A Jérusalem, Ariel Sharon qui, au lendemain du 11 septembre, s'était empressé d'assimiler Yasser Arafat à Ben Laden, a d'ailleurs déjà entrepris, avec l'appui de Bush, de délégitimer le chef de l'Autorité palestinienne, qui est à ses yeux le seul véritable obstacle à l'écrasement du mouvement palestinien.

10

Personne ne regrettera l'abominable régime des Talibans, ces fanatiques qui avaient poussé jusqu'au paroxysme la misogynie et l'iconoclasme caractéristiques du monothéisme. Les tares de ce régime n'enlèvent toutefois rien au fait que la guerre menée par les Etats-Unis contre l'Afghanistan était clairement illégale du point de vue du droit international. L'art. 51 de la Charte des Nations-Unies autorise en effet l'autodéfense, mais non les représailles. Elle permet à un Etat de riposter par la force à une attaque dont il fait l'objet, non d'entreprendre des mesures de représailles lorsque cette attaque a pris fin ou a été stoppée.

L'indifférence des Etats-Unis vis-à-vis du droit international et du règlement intérieur de l'ONU était déjà apparue lors de la guerre du Golfe, puis de l'attaque contre le Kosovo. Mais elle n'a jamais été plus manifeste qu'au moment où l'administration Reagan avait attaqué le Nicaragua, miné ses installations portuaires et apporté son soutien financier aux terroristes Contras alors en lutte contre le gouvernement sandiniste (nationaliste de gauche). Cette offensive avait provoqué la mort d'environ 30 000 civils. Le Nicaragua décida alors de porter l'affaire devant la Cour internationale qui, après examen du dossier, condamna les Etats-Unis pour « usage illégal de la force » et leur ordonna de se retirer du pays après avoir payé à son gouvernement de substantielles indemnités. La seule réponse des Etats-Unis fut de rejeter le verdict de la Cour, d'annoncer qu'ils ne reconnaîtraient plus cette juridiction et d'intensifier leur appui aux Contras. Peu après, le gouvernement américain opposait son veto à une résolution du Conseil de Sécurité appelant tous les Etats membres de l'ONU à respecter le droit international. John Negroponte, le nouvel ambassadeur américain aujourd'hui chargé de la « lutte contre le terrorisme » auprès des Nations-Unies, est celui-là même qui, en tant qu'ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, a supervisé durant les années quatre-vingt les attaques contre le Nicaragua.

On peut estimer que la lutte contre l'hyperterrorisme exige une refonte du droit international (ou que la légalité internationale diverge désormais trop nettement de la légitimité des actions à entreprendre). Cependant, les Etats-Unis sont pour l'instant le seul pays au monde qui ait de manière quasiment officielle décidé de tenir ce droit pour non existant. Le gouvernement américain finance le Tribunal international de La Haye, mais a fait savoir qu'il

n'accepterait jamais le jugement d'un de ses ressortissants par cette institution. Le 7 décembre 2001, le Sénat a adopté en première lecture une loi (American Service Members Protection Act) autorisant le gouvernement de Washington à prendre des mesures allant jusqu'à l'invasion militaire d'un pays pour empêcher qu'un citoyen américain puisse être traduit devant la future Cour pénale internationale (CPI). Le même projet de loi interdit la participation des troupes américaines à des opérations de maintien de la paix de l'ONU aussi longtemps que les Etats-Unis n'auront pas obtenu la garantie que leurs soldats ne seront jamais jugés par ce tribunal. Les Etats-Unis ne reconnaissent donc l'autorité supérieure d'aucune juridiction internationale, tout en exigeant de leurs alliés que pour leur part ils s'y soumettent. Si la plus grande puissance du monde estime que la légalité internationale ne la concerne pas, il est difficile de s'étonner que d'autres pays ou d'autres forces en fassent eux-mêmes peu de cas.

L'indifférence affichée par les Etats-Unis pour les règles du droit international n'est cependant qu'un aspect de l'unilatéralisme qui guide leur comportement depuis quelques années, unilatéralisme que les événements du 11 septembre n'ont visiblement fait que renforcer.

Les Etats-Unis ont déjà quitté l'Unesco depuis 1984. Depuis avril 2001, ils ne font plus partie de la commission des droits de l'homme de l'ONU. En novembre 2001, à Genève, ils ont confirmé leur refus de ratifier la convention internationale, déjà signée et ratifiée par 144 pays, qui interdit la fabrication, l'acquisition et le stockage d'armes biologiques, au seul motif qu'ils n'acceptent pas l'inspection ou le contrôle de leurs laboratoires et de leurs arsenaux. Quelques jours plus tard, ils dénonçaient unilatéralement le traité ABM de 1972 limitant le déploiement de la défense antimissiles. Ils ont pareillement refusé de signer le traité proscrivant les mines antipersonnels, signé en février 2001 par 123 pays, ainsi que le traité de Kyoto sur la protection de l'environnement et le réchauffement de l'atmosphère. En mai 2001, ils ont refusé toute discussion avec leurs partenaires européens sur le réseau d'espionnage et d'écoute « Echelon ». En septembre 2001, ils se sont retirés de la conférence de Durban sur le racisme. Plus récemment, ils se sont opposés à la création du projet européen de navigation par satellite Galileo, concurrent de leur système GPS, qui permettrait à l'Union européenne d'échapper à la vassalisation scientifique et technique, puis industrielle et économique. Les Etats-Unis s'opposent encore au monde entier sur la production des organismes génétiquement modifiés (OGM) et de la viande enrichie aux hormones. Ils sont également le seul pays occidental qui n'a jamais ratifié la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes adoptée en 1979 par les Nations-Unies, ni la convention de 1989 sur les droits de l'enfant.

Sur tous les dossiers, les Etats-Unis semblent ainsi bien décidés à ses soustraire aux normes internationales. Ils fixent les règles de la globalisation, mais refusent de s'y soumettre chaque fois qu'ils le jugent bon. Ils prônent le libre-échange, mais ne reculent devant aucune mesure protectionniste quand il s'agit de défendre leurs intérêts. Ils adoptent une attitude délibérément unilatérale. C'est au reste du monde de s'adapter.

L'économie américaine est par ailleurs entrée en récession. Alors qu'ils représentaient en 1946 quelque 40 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, les Etats-Unis n'en représentent plus que 25 % aujourd'hui. George W. Bush a été mal élu et, depuis quelques mois, les Américains devaient faire face à de vives critiques dans les domaines les plus divers, critiques qui avaient entraîné leur isolement grandissant dans les conférences internationales (Seattle, Gênes, Durban). Les événements du 11 septembre ont brusquement fait taire ces critiques, tandis que la guerre d'Afghanistan faisait atteindre des sommets à la popularité de Bush. L'unilatéralisme américain sort donc bel et bien renforcé de ces événements. Comme Bush l'avait annoncé durant sa campagne électorale, les Etats-Unis agiront désormais partout en fonction des enjeux qu'ils estiment prioritaires, sans considération aucune pour la communauté internationale ou l'opinion de leurs alliés. La guerre en Afghanistan n'a été qu'une étape. Dans son traditionnel discours sur l'état de l'Union, le 29 janvier 2002, George W. Bush a déjà désigné de nouveaux ennemis. Frappera-t-il demain à nouveau l'Irak ?

11

L'objectif doit être en fait de chercher à réduire le niveau de terrorisme global, non de lui donner de nouvelles possibilités de s'étendre. On ne peut donc se contenter d'attaquer les terroristes dans leurs « refuges » supposés ou de mettre au point des représailles après les attentats. Il faut aussi intervenir en aval. Contre le terrorisme, la première arme est l'infiltration, le renseignement et la maîtrise de l'information, mais les moyens conventionnels ne sont pas adaptés à cette tâche. A la contagion « virale », il faut opposer une stratégie, « virale » elle aussi, de manipulation des communications et des connections. Seuls des réseaux peuvent combattre efficacement des réseaux.

Il n'est pas facile d'y parvenir. La structure opaque des réseaux les rend peu perméables à une infiltration. Le contrôle de leurs ressources financières se heurte à la logique de la globalisation, qui fait que des centaines de banques sont prêtes, dans les paradis fiscaux, à blanchir n'importe quelle somme d'argent sale. Quant à la collecte du renseignement, elle implique des mesures de surveillance qui ne peuvent qu'entraîner de sévères restrictions des libertés publiques. Quand personne ne peut dire par avance qui est l'ami et qui est l'ennemi, quand des groupes terroristes peuvent être présents partout, la conduite la plus « rationnelle » est de tenir tout le monde pour suspect. De nouvelles limitations de la liberté d'expression et de communication sont donc probables. Elles seront d'autant plus facilement acceptées par l'opinion qu'on les présentera comme autant de mesures nécessaires pour assurer une plus grande « sécurité ». D'un côté, la lutte contre le terrorisme accélèrera le déclin de l'Etat-nation, car elle implique de tenir les frontières nationales pour négligeables. De l'autre, elle aboutira à renforcer les pouvoirs de contrôle des appareils d'Etat et favorisera la montée de la société de surveillance globale, le Panopticon mondial.

Dès le lendemain des attentats, les Etats-Unis ont adopté une loi « antiterroriste » (Anti-Terror Act), qui permet d'arrêter et de détenir des suspects pendant une durée indéterminée, de les déporter, de les emprisonner

dans des cellules d'isolement sans inculpation ni procès, et de fouiller leur domicile sans autorisation. Cette loi « patriotique » confère au FBI et à la National Security Agency (NSA) des compétences illimitées, échappant à tout contrôle judiciaire, en matière de surveillance des communications tant sur le territoire national qu'à l'étranger. Plus de 1200 étrangers (dont une soixantaine d'Israéliens) ont ainsi pu être arrêtés secrètement sur simple suspicion. Quatre mois plus tard, 900 d'entre eux étaient encore incarcérés, sans avoir jamais été présentés à un juge ni avoir eu la possibilité de se faire assister par un avocat.

En Europe, alors que les activités terroristes sont déjà partout sanctionnées par les législations et les tribunaux existants, la Commission européenne a adopté, le 30 septembre 2001, une proposition de loi antiterroriste basée sur une définition extensive du terme de « terrorisme » (« prise de possession ou destruction de propriétés de l'Etat, de moyens de transport public, de lieux publics ou blocage de besoins de base comme l'électricité, mise en danger de personnes, de biens, d'animaux ou de l'environnement ») qui permet d'assimiler à des actes de « terrorisme international » n'importe quel acte de violence politique, y compris des formes traditionnelles d'action de rue. Une telle loi permettrait de criminaliser toute forme de lutte sociale ne rentrant pas dans le cadre de la légalité du moment, et de rétablir le délit d'opinion.

Le 13 novembre, le président Bush a également signé une ordonnance prévoyant le jugement des terroristes présumés par une cour militaire spéciale. Le texte prévoit que les sources de l'accusation pourront rester secrètes, que les accusés ne disposeront d'aucun recours et que les droits de la défense seront « sévèèrement limités ». Les procès se dérouleront à huis-clos sur des bases militaires ou des navires de guerre. La sentence sera prononcée par une commission composée uniquement d'officiers, l'unanimité ne sera plus nécessaire pour condamner les accusés à mort, et le verdict sera sans appel. La procédure judiciaire sera maintenue secrète, et les conversations de l'accusé avec son avocat pourront être enregistrées clandestinement.

La meilleure manière de lutter contre le terrorisme global implique en réalité d'intervenir, non sur les conséquences, mais sur les causes. Combattre le terrorisme sans s'interroger sur ce qui produit le terrorisme condamne à l'impuissance. Le but devrait être d'isoler les terroristes des masses au sein desquelles ils recrutent, et donc d'assécher le réservoir de colère, de ressentiment, de révolte, d'humiliation et de désespoir dans lequel ils puisent. Les causes du terrorisme doivent être éradiquées en tenant compte des griefs de chacun, non pas seulement des intérêts ou du point de vue des plus forts. Le vrai remède au terrorisme n'est pas la guerre, mais la justice.

12

De la part des Etats-Unis, cela implique d'avoir, vis-à-vis du monde arabo-musulman, un regard précisément plus global et surtout une politique plus cohérente. Au cours des dernières décennies, les Etats-Unis n'ont pas cessé de distinguer entre « bons » et « mauvais » terroristes selon que ceux-ci servaient ou non leurs intérêts. Durant la guerre froide, ils ont

systématiquement soutenu les mouvements islamistes, dans lesquels ils voyaient un rempart contre des régimes laïques soupçonnés de prosoviétisme (Egypte, Irak, Syrie). En Afghanistan, ils ont appuyé les moudjahiddines dès juillet 1979, soit six mois avant l'invasion soviétique. Lorsque l'Armée rouge est entrée en Afghanistan, ils ont recruté, armé et financé, en collaboration avec les services secrets du Pakistan (al-Istakhbara al-'Ama) près de 100 000 moudjahiddines provenant de 40 pays différents. Dix ans plus tard, la récolte d'opium à la frontière afghano-pakistanaise dépassait les 800 t par an. Au total, la résistance afghane a reçu de Washington près de six milliards de dollars d'armements.

Blessé quatre fois en luttant contre l'Armée rouge, le mollah Mohammed Omar était alors considéré aux Etats-Unis comme un héros. Ousamma Ben Laden, quant à lui, fut sollicité par son tuteur, le prince Turki al-Fayçal al-Sayd, alors directeur des services secrets d'Arabie séoudite (poste qu'il n'a abandonné qu'en août 2001), pour gérer financièrement les opérations secrètes de la CIA en Afghanistan.

Les relations étaient particulièrement étroites entre le futur président George W. Bush et l'entourage de Ben Laden, grâce notamment au beau-frère de ce dernier, le milliardaire Khaled Ben Mahfouz. Celui-ci, qui dispose d'une résidence dans la ville de Houston (dont il a acheté une partie de l'aéroport avec le soutien de la famille Bush), a été au cœur du scandale qui a entouré dans les années quatre-vingt-dix le krach de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), établissement anglo-pakistanais qui fut utilisé par l'administration Reagan-Bush pour faire parvenir de l'argent séoudien aux Contras et du Nicaragua et pour faire transiter les fonds de la CIA vers les moudjahiddines afghans. La BBCI a sombré lorsqu'il fut établi qu'elle blanchissait aussi l'argent des narcotrafiquants du Cartel de Medellin. La liaison entre la BCCI et la famille Bush était assurée par James Buff, ancien responsable de la CIA. Un an avant sa banqueroute, la banque servit à monter une opération d'enrichissement illicite de George W. Bush, en sa qualité de directeur de la société étrolière Harken Energy Corporation. La famille Ben Laden reste encore aujourd'hui l'un des principaux partenaires financiers de la famille Bush. L'essentiel de ses placements financiers à l'étranger est géré par le Carlyle Group, qui compte George Bush père parmi les membres de son conseil d'administration.

En septembre 1996, la prise de Kaboul par les Talibans fut qualifiée d'« étape positive » par la sous-secrétaire d'Etat américaine à l'Asie du sud. Parallèlement, la compagnie californienne Unilocal annonçait la signature d'un accord avec les Talibans pour la construction d'un gazoduc reliant le Turkménistan au Pakistan. Les Talibans disposaient alors d'une représentation diplomatique à Queens (New York), dirigée par Abould Hakim Mojahed. Leurs représentants étaient fréquemment reçus au département d'Etat, au Conseil national de sécurité et au siège de la CIA. C'est seulement à partir de l'automne 1997 que les relations entre l'Amérique et les Talibans ont commencé à se détériorer. Les contacts n'ont toutefois pas été interrompus avant mai 2001. En juillet 2001, Qazi Hussein Ahmed, chef du mouvement pakistanais pro-Talibans Jamiaat-i-Islamy, était encore reçu dans les locaux de la CIA, à Langley (Virginie). Quelques mois plus tard, les Etats-Unis ont donc

fait la guerre à un régime qu'ils ont eux-mêmes créé.

Entre-temps est intervenue la guerre du Golfe. Considéré par Washington comme un allié objectif aussi longtemps qu'il se battait contre l'Iran, Saddam Hussein est brusquement devenu un diable lorsqu'il a tenté de récupérer le territoire du Koweit, que les Britanniques avaient précédemment confisqué à son pays. On reprocha au président irakien d'avoir brutalement réprimé ses minorités kurdes au cours des années quatre-vingt. Cependant, à la même époque, entre 1984 et 1989, la Turquie avait elle-même lancé une série de campagnes militaires contre sa propre population kurde, détruisant plus de 3 500 villages, tuant plusieurs dizaines de milliers de personnes et contraignant à l'exil deux millions et demi de civils. Loin de chercher à les empêcher, Washington facilita ces massacres en armant puissamment l'armée turque, alliée de l'OTAN. La guerre contre l'Irak, seul pays laïc de la région, devait également faire des dizaines de milliers de morts. Elle se prolongea par l'instauration d'un embargo et des bombardements qui se poursuivent encore aujourd'hui. Les troupes américaines en profitèrent pour s'installer à demeure en Arabie séoudite, au voisinage de La Mecque, provoquant ainsi la fureur et l'indignation des islamistes les plus radicaux. Remis au pouvoir par les Américains, l'émir du Koweit les remercia en participant à la création, à Lugano, du Nada Management Group, c'est-à-dire du holding financier de Ben Laden.

Après la victoire des Talibans, les moudjahiddines formés en Afghanistan par la CIA s'empressèrent de participer à tous les conflits dans lesquels se trouvaient impliqués des musulmans. On vit des « Afghans » en Algérie, au Cachemire, en Bosnie, en Tchétchénie, en Chine occidentale, aux Philippines, en Indonésie. En Egypte, les mêmes extrémistes assassinèrent le président Sadate. Dans le conflit des Balkans, les Etats-Unis apportèrent eux-mêmes leur appui aux musulmans de Bosnie, puis aux terroristes albanophones du Kosovo. En Macédoine, ils devaient finalement tenter de désarmer l'UCK, qu'ils avaient auparavant armée pour lutter contre les Serbes.

Mis à part le régime des Talibans, l'Etat arabe le plus favorable au fondamentalisme islamiste a toujours été l'Arabie séoudite. De multiples réseaux terroristes ont été financés par Ryad. Le groupe de Ben Laden est lui-même notoirement lié au courant wahhabite puritain auquel adhère officiellement la dynastie séoudienne. Le clergé wahhabite, qui prône une lecture littéraliste du Coran, dispose en Arabie séoudite de 35 000 mosquées et d'un budget de 10 milliards de dollars par an, qui lui permet de financer un grand nombre d'écoles et de séminaires théologiques en Europe et en Amérique du Nord. Oussama Ben Laden est Séoudien, tout comme la majorité des soutiens financiers de son organisation. Sur 19 auteurs présumés des attentats du 11 septembre qui ont été identifiés, 11 étaient liés à l'Arabie séoudite, aucun à l'Afghanistan. Mais jusqu'à présent, les Etats-Unis ont toujours laissé l'Arabie séoudite agir à sa guise, afin d'être sûrs de continuer à obtenir son pétrole. Les trois seuls pays à avoir reconnu le régime des Talibans, l'Arabie séoudite, les Emirats arabes unis et le Pakistan, étaient trois fidèles alliés et clients de l'Amérique.

Aucune lutte contre le terrorisme islamique ne peut être envisagée si le

gouvernement américain continue d'avoir, vis-à-vis du monde arabo-musulman, une politique aussi incohérente. De même, aucune baisse d'intensité de ce terrorisme n'est envisageable si les Etats-Unis n'adoptent pas un point de vue moins unilatéral dans le conflit israélo-palestinien. Quand on sait que le maire de New York, Rudolph Giulani, a refusé un chèque de 10 millions de dollars destiné aux familles des secouristes tués dans l'effondrement de deux tours du WTC, au seul motif que le donateur, un prince arabe, avait suggéré un « rééquilibrage » de la politique américaine dans ce conflit, on a cependant quelque raison d'être pessimiste. L'appui apporté par George W. Bush à Sharon confirme ce pessimisme.

13

L'islam (1,3 milliard de fidèles) est une religion dynamique, sans doute la seule qui gagne aujourd'hui du terrain. Contrairement au christianisme historique, mais à l'instar du paganisme (et du judaïsme), il ne sépare pas le politique du sacré, le temporel du spirituel. En tant que religion, il repose sur un certain nombre de croyances qui ne sont ni plus ni moins absurdes ou ridicules que celles des autres religions monothéistes. Ses relations historiques avec l'Europe ont été beaucoup plus complexes et contrastées que ne le disent les tenants d'une historiographie d'origine ecclésiastique. (A partir du VIIe siècle, comme l'a montré Henri Pirenne, ce sont les conquêtes arabo-islamiques qui ont permis la montée en puissance de la France et de l'Allemagne carolingiennes). Il n'y a lieu de verser à son égard ni dans l'irénisme ni dans le fantasme diabolisant.

Il existe dans l'islam une composante guerrière (qui explique l'admiration que lui portait Nietzsche), mais celle-ci est loin d'en résumer l'esprit ou de lui être propre. Des massacres de Josué jusqu'aux croisades, les autres croyances monothéistes, tout en se présentant comme des religions d'« amour » ou de « paix », n'ont elles-mêmes jamais dédaigné de faire appel à la violence et de la justifier par des paroles tirées de leurs « livres saints » (cf. Deut. 7,23-24 et 20,13-14 ; Mat. 10,34). Dans la théologie musulmane, le « djihad » désigne d'abord l'effort vers le bien, et par extension seulement la guerre juste. En l'espace de quatorze siècles, l'islam a, comme le christianisme, été tantôt pacifique et tantôt guerrier. Il a aussi abrité (et continue d'abriter) une multitude de tendances qui n'ont cessé de proposer les interprétations les plus contradictoires ou les lectures les plus opposées du Coran. Comme tous les monothéismes, enfin, il a connu dans son histoire des débordements émotionnels ou mystiques, des courants extrémistes ou littéralistes cherchant à épurer la foi pour opérer un « retour aux sources ». De l'époque des croisades à la crise de Suez en passant par la période napoléonienne, la plupart des ces courants extrémistes ont pris corps et se sont développés en réaction à des entreprises de conquête ou de domination occidentales. Qu'il s'inspire ou non du wahhabisme, ou qu'il recrute dans des milieux proches du mouvement missionnaire Tabligh ou des Frères musulmans, le terrorisme islamiste n'est que le dernier en date de ces courants.

On ne peut, sous peine de tomber dans l'essentialisme, dissocier les

dynamiques culturelles et religieuses de leur contexte polico-économique. La prise en compte de ce contexte montre que l'islamisme radical n'exprime nullement un rejet de la modernité (dont il utilise au contraire tous les outils), mais plutôt une volonté d'en donner une version différente de celle qui prévaut en Occident. (René Girard n'a pas tort, de ce point de vue, de parler de « rivalité mimétique à l'échelle planétaire »). Elle montre ensuite, et surtout, que les raisons de l'essor de l'islamisme radical ne sont pas fondamentalement religieuses, mais politiques et sociales. Les islamistes utilisent une rhétorique religieuse, mais leurs revendications sont essentiellement d'ordre politique, identitaire et culturel. Le conflit en Afghanistan est lui-même beaucoup moins un conflit religieux qu'un conflit ethnique entre une majorité de tribus pachtounes, réunies par l'interprétation wahhabite de l'islam (Tariqa Muhammadiya), et des ethnies minoritaires aujourd'hui regroupées au sein de l'Alliance du Nord : Tadjiks, Ouzbeks, chiites Hazaras, etc. Loin de marquer un très hypothétique « retour du religieux », l'islamisme représente avant tout une reformulation de la vieille dynamique nationaliste et anti-impérialiste arabe. La question qu'il faut se poser est de savoir pourquoi la protestation sociale et l'opposition aux pouvoirs en place, naguère incarnée par le nationalisme laïc (nassérisme, baathisme), a pris aujourd'hui la forme d'une contestation à fondement religieux — pourquoi la religion a remplacé le nationalisme classique comme moyen de répondre ou de sublimer un sentiment d'humiliation ou de déclassement.

La raison d'être la plus profonde de l'islamisme est l'impasse dans laquelle se sont enfermées les relations entre les pays occidentaux — à commencer par l'Amérique — et les pays musulmans. Le monde arabo-musulman entretient en outre une relation difficile avec son passé. Le fait d'être l'héritier d'une civilisation qui égala, et parfois dépassa, la civilisation europénne, joue un rôle considérable dans son imaginaire. Il mesure le fossé entre l'époque où la civilisation islamique était l'une des plus brillantes du monde et sa situation présente. Après s'être mis, à partir de la fin du XVIII[e] siècle, à l'école de la modernité occidentale, il constate qu'il n'en a pas retiré ce qu'il en avait espéré. Ce sentiment le pousse à cultiver l'idéal d'un impossible retour à la « pure » tradition musulmane. L'échec politique de la plupart des régimes musulmans, tous plus corrompus les uns que les autres, leur incapacité à répondre aux poussées islamistes autrement que par la répression brutale, la présence dans ces mêmes pays d'une masse populaire essentiellement composée de déclassés, fait le reste. L'islam offre aux plus pauvres à la fois une compensation, un sentiment d'appartenance et un système de valeurs. C'est pourquoi l'élément religieux et l'élément social ont tendance à n'en faire plus qu'un.

Il n'est pas indifférent, enfin, d'observer que le terrorisme islamiste se développe au moment même où, dans la plus grande partie du monde arabo-musulman, l'islamisme politique n'a cessé, toutes ces dernières années, d'accumuler (provisoirement ?) les échecs, que ce soit en Algérie, en Turquie, en Egypte, en Tunisie, et même en Iran

Dans un article publié en 1993, puis dans un livre paru trois ans plus tard, Samuel Huntington avait développé la thèse, aujourd'hui bien connue, d'un « choc des civilisations ». Rejetant toute vision unipolaire du monde, cette thèse avait au moins le mérite de souligner, après Spengler et Toynbee, la pérennité des grandes entités culturelles et des aires de civilisation distinctes. Evoquant la possibilité d'un affrontement entre ces cultures, Huntington en appelait à la mise au point de nouveaux équilibres adaptés à un monde multipolaire. Moins mesurés que lui, nombre de commentateurs se sont par la suite appuyés sur sa thèse pour annoncer, notamment à la lumière des derniers événements, un choc frontal entre l'islam et l'Occident.

Dans un monde globalisé, où les Etats-nations perdent chaque jour un peu plus de leur importance, il est évidemment possible que les cultures et les civilisations prennent un poids politique nouveau. A supposer que de tels pôles d'appartenance puissent se transformer en acteurs des relations internationales (ce qui ne va pas de soi), un « choc » entre certaines de ces cultures est lui aussi possible. Une chose est toutefois d'envisager cette éventualité, une autre de s'en féliciter et de tout faire pour la hâter. L'attitude responsable consiste en général à éviter les « chocs » plutôt qu'à les rechercher.

« Quand on parle de l'islam, a fait observer Edward W. Saïd, on élimine plus ou moins automatiquement l'espace et le temps ». Le plus grand risque, quand on adopte la démarche de Huntington, est en effet de tomber dans l'anhistoricisme, et surtout dans une vision ou une représentation faussement unitaire des cultures dont on parle. Or, Hungtinton a effectivement tendance, d'une part à gommer toute divergence entre l'Europe et les Etats-Unis, d'autre part à faire de l'islam un ensemble monolithique, équivalent moderne des armées ottomanes marchant sur Vienne. Cette représentation ne correspond aucunement à la réalité. Politiquement et géopolitiquement, l'« islam » n'existe pas plus que l'« Occident ». Ni l'un ni l'autre ne sont des blocs unitaires et homogènes, ni des faisceaux de forces nécessairement convergentes.

Au-delà de la dynamique idéologique qui leur est commune, tous les courants islamistes sont eux-mêmes marqués par de fortes spécificités locales et nationales. Le monde musulman comprend des dizaines de sociétés et de pays, avec des problématiques et des expériences totalement distinctes. Divisé entre sunnites et chiites, réparti entre quatre écoles traditionnelles différentes (hanéfite, malékite, chaféïte, hanbaliste), il constitue un univers aujourd'hui plus divisé que jamais, où s'affrontent courants et tendances, sectes et tribus, militaires et mollahs, etc. Religion officielle obligatoire en Arabie séoudite, le wahhabisme, fondé à la fin du XVIIIe siècle par Mohammed ibn Abd al-Wahhab et qui a marginalisé l'islam sunnite orthodoxe au Pakistan, a lui-même été rejeté dès sa naissance par la vaste majorité des autorités musulmanes, à commencer par le sultan-calife ottoman. Le soufisme, à l'inverse, a fréquemment été accusé de panthéisme. (La pratique de l'islam au Cachemire, qui est d'inspiration soufie, est d'ailleurs l'une des plus tolérantes du monde islamique). La Syrie est dirigée par des Alaouites, que les sunnites considèrent comme des renégats polythéistes. On pourrait multiplier les exemples.

Il faut aussi rappeler que les ennemis les plus acharnés de l'islamisme

radical — et ses plus nombreuses victimes — se trouvent dans les pays musulmans. Que ce soit en Algérie, en Egypte ou en Tunisie, c'est à des gouvernements musulmans, à des institutions et à des forces islamiques que s'attaquent en priorité les terroristes islamistes. L'adversaire n° 1 des Talibans, le commandant tadjik Ahmed Massoud, était lui-même un pieux musulman — c'est même lui qui imposa la *chariah* islamiste à Kaboul en 1994 —, tout comme les autres dirigeants de l'Alliance du Nord (dont le nom exact est d'ailleurs Front national islamique unifié). La République islamique d'Iran a elle-même toujours condamné les Talibans, en même temps qu'elle soutenait les milices chiites du Hesbe-Warhdat et les différentes factions de l'Alliance du Nord. De tels faits montrent à eux seuls combien l'amalgame entre l'« islam » et le terrorisme islamiste est ridicule. La question islamiste est avant tout une question propre au monde musulman, et non l'expression d'un conflit de civilisations.

Diaboliser le milliard de musulmans qui existent dans le monde serait tomber dans le piège tendu par Ben Laden et faire exactement ce que veulent les terroristes. Inciter les pays occidentaux à se déclarer indistinctement hostiles à l'« islam » ferait se lever des milliers de nouveaux Ben Laden. Tout comme George W. Bush assure parler « au nom de la civilisation », Ben Laden prétend parler « au nom de l'islam ». Le prendre au mot revient à adhérer au schéma bipolaire, réducteur, qu'il rêve d'imposer. Lutter contre Ben Laden et ses émules exige au contraire de démontrer la fausseté de cette prétention. Les milieux qui adhèrent à la thèse du « choc des civilisation » sont bien les meilleurs alliés de l'extrémisme islamique : qui adhère au schéma « islam vs. Occident » parle le langage de Ben Laden. Ceux qui parlent de « croisades » font pire qu'agiter des chimères : ils se trompent d'époque et font le jeu de l'ennemi.

Mais la diabolisation de l'islam a déjà commencé. Dans les pays européens, des agents d'influence plus ou moins adroits, se présentant à l'occasion comme « experts » en islamogie, s'emploient à instrumentaliser le légitime ressentiment qu'ont fait naître dans l'opinion les pathologies sociales nées d'une immigration massive et incontrôlée pour exciter à la haine et délégitimer les revendications des masses populaires arabes dans d'autre parties du monde. Parallèlement, on voit resurgir, chez un Berlusconi ou chez d'autres, des discours lamentables, d'un genre qu'on croyait disparu, confondant expression d'une préférence et affirmation d'une supériorité. Ces discours sur la « supériorité naturelle de l'Occident », assortis d'appels à recoloniser la planète, créent un climat détestable en favorisant toutes les psychoses collectives, toutes les représentations fantasmatiques et conspirationnistes. La peur d'être intoxiqué (par des lettres piégées à l'anthrax, par exemple) nourrit à son tour l'intoxication (médiatique). La culture de la peur est aussi mauvaise conseillère que la peur elle-même. Il y a fort à parier, malheureusement, que ce genre de discours ne fasse que commencer. Après les « Boches », les « rouges », les « viets » et les « fellouzes », le spectre du terrorisme islamique va vite être instrumentalisé par ceux qui rêvent d'en découdre, ou qui pensent avoir tout intérêt à déclencher un « choc des civilisations ». L'anti-islamisme risque de conduire aux mêmes sottises qu'on avait vu s'accumuler lors de la défense du « monde libre » contre le communisme. On va vers un nouveau maccarthysme, fondé sur les mêmes

délires d'interprétation.

15

Ce serait une grave erreur de croire que les pays occidentaux sont à l'abri de toute forme de « fondamentalisme ». De même que Ben Laden veut convertir ou faire disparaître tous les non-musulmans de la planète, certains Occidentaux rêvent d'éradiquer tous les systèmes sociaux, toutes les entités politiquo-culturelles qui ne sont pas conformes aux leurs. L'idée selon laquelle le monde libre-échangiste globalisé constituerait pour toutes les cultures du monde le seul horizon possible, et donc souhaitable, n'est pas moins « fondamentaliste » que celle selon laquelle la *chariah* devrait être instaurée partout.

La vérité est que l'Occident n'en finit pas de vouloir dominer le monde en imposant des idées, des techniques, des produits ou des comportements qu'il présente invariablement comme « universels », et donc intrinsèquement bons pour tous, avec comme conséquence inéluctable de faire apparaître comme « archaïques » ou inférieurs tous les autres modes de vie, tous les autres systèmes de valeurs. Dans le passé, de semblables entreprises de domination ont été menées au nom de la « vraie foi », de la « civilisation », du « progrès » ou du « développement ». Aujourd'hui, la globalisation occidentalo-libérale diffuse comme modèle une philosophie de la vie qui donne la priorité absolue au plaisir matériel, à la logique du profit et à la loi de l'argent. Son point d'aboutissement est la transformation du monde en parc d'attractions, en supermarché du divertissement ; son mot d'ordre : vivre, c'est consommer. Hannah Arendt avait bien observé que tout régime totalitaire a besoin de s'inventer un « ennemi métaphysique ». Le schéma « Occident vs. ce qui n'est pas l'Occident (ou s'avère non occidentalisable) » est une simple reformulation de la rhétorique de la guerre froide. Parler en termes d'ennemis quand il s'agit de cultures ou de peuples, c'est déjà s'engager dans la logique de la croisade néocoloniale. Derrière l'usage abusif fait actuellement du concept de « choc des civilisations », on lit sans peine un programme d'hégémonie occidentale à peine camouflé.

La montée de l'identitarisme convulsif et de la violence terroriste ne sont pas tant le fait d'une culture particulière que le résultat de la dissolution (ou d'une menace de dissolution) de toutes les cultures. Le moyen le plus sûr d'enrayer l'hyperterrorisme serait de faire en sorte que la globalisation cesse d'apparaître pour ce qu'elle est actuellement, à savoir l'imposition unilatérale d'un mode de vie particulier, d'un modèle allogène et unique de « civilisation » ou de « développement » qui contredit les identités culturelles du reste du monde. Jacques Chirac, généralement moins bien inspiré, n'a pas eu tort d'affirmer le 15 octobre 2001 devant l'Unesco que l'Occident doit cesser d'imposer au monde entier sa culture « essentiellement matérialiste » et « vécue comme agressive ».

Une seule puissance ne peut pas prétendre gérer à elle seule toute la planète. L'Occident n'est plus depuis longtemps une notion de civilisation — ce n'est plus qu'un indicateur économique — et il appartient plus que jamais aux

Européens qui, au lendemain du 11 septembre, ont une fois de plus démontré leur absence totale de volonté politique indépendante, non seulement de ne pas se laisser entraîner dans des guerres dont ils ne contrôlent ni les modalités ni les objectifs, mais encore de dire clairement que le modèle « occidental » de civilisation n'est pas nécessairement le leur — et n'est en tout cas pas exclusif d'autres modèles. Il leur appartient d'œuvrer à une nouvelle multipolarisation des rapports internationaux, et de ne pas se laisser enfermer dans l'alternative « Djihad ou McWorld », c'est-à-dire de refuser la Djihad sans pour autant devenir les instruments de McWorld.

Il existe aujourd'hui un discours détestable qui consiste à faire croire que ceux qui contestent le modèle occidental ne peuvent être que des esprits rétrogrades ou des fous dangereux dont le fanatique Ben Laden, arrivé à point pour les besoins de la démonstration, serait en quelque sorte la figure archétypique. Ce discours se sert du terrorisme islamiste comme d'un commode repoussoir, avec comme objectif de relégitimer dans l'opinion un système générateur d'inégalités, de frustrations et de désespoir. L'ennemi principal reste aujourd'hui plus que jamais le déchaînement planétaire de la logique du capital et la marchandisation intégrale des rapports sociaux.

A. B.